L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 7 JANVIER 1971 N° 87

LE BLUFF DE POMPIDOU

Lors de la Saint-Sylvestre, le Président de la République des monopoles capitalistes, dans son allocution radiotélévisée, s'est exprimé au nom de la classe des exploiteurs.

« Nous ne sommes pas les plus riches, mais nous sommes parmi les plus heureux ». Et il ajoute : « Il suffit de regarder autour de nous ».

Oui, d'un côté, il y a les exploiteurs dont les profits ne cessent de croître. La revue patronale « Entreprise » en témoigne : « 1969 : les plus importants profits d'après-guerre ». Et en 1970, la courbe sera ascendante.

Et, de l'autre côté, la classe ouvrière, exploitée, opprimée, réprimée.

« Heureux » ! les 500.000 chômeurs qui réclament du travail pour faire vivre leur famille ?

« Heureux » ! les ouvriers licenciés au nom de la décentralisation et de la concentration des monopoles ? les travailleurs payés au S.M.I.G. (3,50 F de l'heure) ? les jeunes payés au-dessous du S.M.I.G. (quand ils trouvent un emploi) ? les vieux travailleurs qui perçoivent une pension de misère ?

« Heureux » ! les ouvriers qui sont jetés à la rue par la répression patronale comme à Ferodo, à Perrier, etc. ? les travailleurs immigrés qui vivent dans les bidonvilles ?

Oui ! Monsieur l'ancien directeur général de la banque Rothschild, la classe ouvrière ne prend pas vos vessies pour des lanternes.

Les hausses sur les produits alimentaires, les loyers, le gaz, l'électricité, la télévision (+ 20 francs) et en ce début d'année la majoration des tarifs S.N.C.F., des tarifs postaux dont le timbre passe à 0,50 F soit une augmentation de 66 % en deux ans, sont à l'actif du capitalisme exploiteur, que vous représentez.

D'ailleurs, vous sentez votre fin prochaine, puisque vous déclarez : « ... restaurer chez nous le goût de la discipline collective et l'esprit de tolérance, également indispensable à la survie d'une société libre... »

C'est un aveu de taille !

L'effondrement du capitalisme monopoleur s'inscrit aussi dans ces lois de répression et de fascisation ; loi « anti-casseurs », loi sur la toxicomanie, permettant de pénétrer de nuit comme de jour au domicile de tout citoyen, etc., voté par un parlement qui a fait son temps ; budget de la police en hausse de 13,4 % et droits aux policiers de pénétrer dans les voitures à l'aide d'un passe-partout, etc.

Vos paroles mirifiques n'y peuvent rien. L' « opposition » des révisionnistes modernes et des réformistes respectueux des lois bourgeoises n'y pourra rien non plus.

L'AVENIR de la classe ouvrière se forgera dans la lutte de classe, par la destruction de la vieille machine d'Etat bourgeoise, sous la direction de son avant-garde marxiste-léniniste, armée de la pensée-maotsétoung.

Les héroïques Communards, voilà un siècle, sacrifièrent leur vie en « montant à l'assaut du ciel », selon l'expression de Marx. Aujourd'hui, « *l'œuvre de la Commune n'est pas morte, elle vit jusqu'à présent en chacun* ». (Lénine).

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

PASSONS A L'OFFENSIVE L'HUMANITÉ ROUGE VAINCRA ! (6)

ABONDANCE D'ARTICLES NE NUIT PAS AU CONTRAIRE !

De nombreux lecteurs nous encouragent en nous écrivant que l'H.-R. s'améliore. Mais ne trébuchons pas dans le piège de l'autosatisfaction. Dans son examen autocritique hebdomadaire, le Comité de rédaction met en évidence des insuffisances.

La raison d'être d'H.-R., c'est de faire pénétrer les idées justes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung parmi les masses, et avant tout dans la classe ouvrière. H.-R. doit devenir un hebdomadaire de masse, prolétarien, lu par des dizaines de milliers de travailleurs.

Certes, des progrès sensibles sont enregistrés. Ils sont dûs à nos correspondants, plus nombreux chaque semaine. Depuis trois numéros, le Comité de rédaction dispose d'un nombre d'articles supérieur à ce que peuvent contenir nos modestes huit pages. Doit-il se reposer sur ce premier succès ? Non. Lénine, pour réaliser un excellent journal, exigeait trois fois plus d'articles que ses colonnes n'en pouvaient publier. De l'abondance de « copie » naît en effet la qualité politique. Nos lecteurs ont remarqué qu'H.-R. a maintenant des correspondants réguliers aux quatre points cardinaux du pays. Cela reste insuffisant. Le réseau de correspondant doit grandir, couvrir la France entière. Mais une remarque s'impose : les articles trop longs sont pratiquement inutilisables. Lorsqu'il composait, en France, « Le Paria », Ho Chi Minh les rejetait catégoriquement. Pourquoi ? Simplement parce qu'ils ne sont pas lus par les travailleurs. L'ouvrier qui vient de peiner de huit à douze heures, au retour de l'usine ou du chantier, *ne peut pas* lire de longs articles. Il rejette spontanément le style intellectualiste. Nous avons le devoir de lui fournir un journal avec des articles courts et simples, facile à lire.

Amis et camarades, augmentez encore votre participation rédactionnelle à l'H.-R., surtout « *sur le front ouvrier* », mais apprenez à rédiger le plus court possible : l'idéologie prolétarienne l'exige, si nous ne voulons pas ajouter à la fatigue quotidienne de nos lecteurs, victimes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. L'H.-R. doit « *servir le peuple* », tenir compte de ses besoins et possibilités réelles. Elle a passé le cap de la fin d'année 1970, en dépit des prophéties et agressions sournoises du pouvoir et des dirigeants révisionnistes. Elle est en train de se débarasser de l'intellectualisme petit-bourgeois, rejetant l'opportunisme à droite comme à gauche.

Poursuivons l'offensive ! l' « Humanité-Rouge » vaincra !

L'H.-R. PENDANT TROIS MOIS POUR 10 F

Ça démarre. Notre campagne d'abonnements de propagande a pris le départ. Trop lentement à notre gré. Peut-être parce que toi, le militant qui nous lis, et dont l'H.-R. est le journal de masse, tu en sous-estimes l'importance et la portée politique ?

Pour gagner des lecteurs ouvriers, paysans travailleurs, intellectuels révolutionnaires, il faut d'abord leur faire connaître l'H.-R.

Treize numéros pour 10 F, n'est-ce pas une excellente formule de propagande ?

Alors, camarades, utilisez d'urgence ce nouvel instrument de lutte que nous mettons à votre disposition !

Et vous, lecteurs occasionnels, faites nous confiance pour trois mois d'abord... ensuite vous pourrez juger en toute connaissance de cause les positions défendues par notre « Journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung ».

PASSEZ VOS COMMANDES

Bandeau-affichette pour populariser l' « Humanité-Rouge », que des millions de personnes habitant en France ne connaissent pas. Facile à coller dans tous les endroits, horizontalement ou verticalement.

L'exemplaire nous revient 0,05 F. Nous n'en exigeons pas le paiement. Mais nous ne refusons pas les contributions financières de ceux qui en ont les moyens car les frais de poste sont élevés. De toutes façons, ce qui importe, c'est que ces affichettes couvrent les murs dans tout le pays. Passez vos commandes d'urgence !

L'HUMANITÉ rouge

Journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung

Abonnements
3 mois 10 F - 6 mois 20 F
1 an 40 F

PRIX : 1 F

Boite postale 134 - Paris 20e
C. C. P. Humanité rouge
n° 3022672 La Source

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Signature .....

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « l'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	10 F	20 F	20 F
6 mois	20 F	40 F	40 F
1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : 120 F

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Total précédent		32 062,10 F
F.A.	Versailles	10 F
G.G.	Paris 12e	100 F
C.D.H.R. Port	Marseille	120 F
Anonyme	Pau	10 F
Un sympathisant	Marseille	28 F
S.P.	Paris 19e	20 F
Un étudiant sympathisant	Aube	10 F
6 travailleurs de la Mutualité Sociale Agricole	Marseille	20 F
2 camarades	Rennes	5 F
C.D.H.R.	Decazeville	20 F
A.	Toulon	50 F
C.D.H.R.	Paris 20e	36 F
Anonyme	Marseille	500 F
Les Marxistes-Léninistes	Le Puy	10 F
Anonyme	La Seyne-sur-Mer	10 F
Un cheminot	Marseille	10 F
2 camarades	Sables-d'Olonne	10 F
A.L.	Vitry	2 F
Anonyme	Martinique	5 F
Une sympathisante de Kalliste	Marseille	10 F
H.D.	Montignac-sur-Vézère	60 F
Un jeune travailleur des P.T.T.	Paris	5 F
Un camarade	Angers	10 F
C.D.H.R.	Plessis-Robinson	75 F
Un travailleur du 20e	Paris	5 F
Anonyme	Marseille	500 F
Des lecteurs	Allemagne	25 F
H.R. vaincra ! C.D.H.R. Censier	Paris	100 F
Une sympathisante	Marseille	5 F
Un maçon qui bâtit	Lot-et-Garonne	6 F
Groupe de sympathisants de Kallisté	Marseille	37 F
Total général		33 876,10 F

SECOURS ROUGE

Total précédent		7 971,54 F
Des travailleurs du Nord	Nord	10 F
C.D.H.R.	Marseille	5 F
Pour protester contre le procès de Burgos, un normalien		2,10 F
Un ouvrier	Vitry	20 F
Collecte à la librairie « le Phénix »	Paris	50 F
C.D.H.R.	Clermont-Ferrand	60 F
Total général		8 128,64 F

LISEZ "LA CHINE"

Paraissant en seize langues, **« La Chine »** est une revue mensuelle de grand format, présentant de nombreuses photographies en couleurs. Sa tenue remarquable en fait un instrument des plus efficaces pour faire connaitre et aimer la République Populaire de Chine où le quart de l'humanité édifie le socialisme.

Nous venons de recevoir le numero de Novembre et nous y avons découvert avec joie une photo prise à Paris lors d'une manifestation dirigée par des communistes marxistes-léninistes, à laquelle diffuseurs et lecteurs de **« l'Humanité Rouge »** participaient, pour protester contre l'agression de l'impérialisme américain au Cambodge et l'extension de la guerre en Indochine.

Il est possible de se procurer ou de s'abonner à **« La Chine »** en s'adressant au représentant de Guozi Shudian en France, à la librairie « Le Phénix », 70, bd de Sébastopol - Paris (3e), ou directement à Guozi Shudian, Boite Postale 399 - Pékin - Chine.

Abonnements : 1 an, 10 F, 2 ans, 15 F, 3 ans, 20 F.

NOUS RECHERCHONS...

Pour mener à bien une étude critique sur le thème « *Le P.C.F. et les colonies* », nous recherchons différentes brochures anciennes, actuellement introuvables en librairies ou chez les bouquinistes :

— Gabriel PERI : Ombres sur l'Afrique du Nord (éditions du Comité populaire de propagande, Paris 1936).

— Andrée VIOLLIS : S.O.S. Indochine (Paris 1935).

— Le numéro de la revue « Regards » de février 1955 n° 386 (interview de Ho Chi Minh).

— Pierre SEMARD : La guerre du Rif (Paris 1924, 1925 ou 1926).

Nous recherchons également tout exemplaire ou collection des « *Cahiers du bolchévisme* », de « *l'Internationale communiste* », ou bulletin de la « *Correspondance internationale* ».

Tout lecteur en possession de tels documents qui accepterait de nous les prêter, offrir (ou même vendre) est prié de nous écrire, préalablement à tout envoi, pour nous indiquer ses propositions. Nous l'en remercions d'avance.

L' « Humanité-Rouge ».

NANCY : GROUPE ROUGE DE COMBAT DU BATIMENT

"FATALITES", "ACCIDENTS" ? NON ASSASSINAT !

LES PATRONS, LES BOURGEOIS SONT DES VOLEURS !

LES PATRONS, LES BOURGEOIS SONT DES ASSASSINS !

« S'assurer le maximum de profit », telle est la morale bourgeoise.

Textes, décrets sur la sécurité du travail : autant de belles phrases humanitaires destinées à leurrer la classe ouvrière.

La véritable loi sur le lieu de travail : PRODUIRE DAVANTAGE.

Pour la bourgeoisie, l'individu n'a aucune valeur : sur les chantiers des ouvriers meurent tous les jours, victimes de la rapacité du patronat.

« Accident du travail », « fatalité », pleurniche la presse bourgeoise hypocrite. Les tribunaux bourgeois, crachant sur leurs propres lois régissant la sécurité du travail, imputent l'« accident » à la « fatalité »... quand ce n'est pas à l'ouvrier lui-même.

Parler de « fatalité », d'« accident », c'est s'en remettre aux esprits, à la sorcellerie ; c'est nier l'Homme.

Le caractère obscurantiste, rétrograde, réactionnaire de la bourgeoisie éclate.

Balayons tout ce fatras ! Parlons clair :

L'ouvrier qui meurt sur le chantier, meurt assassiné délibérément par les patrons, les bourgeois.

Les patrons, les bourgeois sont des ASSASSINS !

A BAS LA DICTATURE BOURGEOISE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

« Le pouvoir est au bout du fusil » (Mao Tsé toung).

UN EXEMPLE TYPIQUE : LE TRAVAIL DANS LES TRANCHEES

Tous les jours, nous voyons de profondes tranchées, effectuées ici et là. Dans ce domaine, rien de changé depuis des siècles. Et pourtant, combien d'ouvriers morts, ensevelis ?

« Fatalité », « accidents » ? Non : ASSASSINATS sur ASSASSINATS !

Pour sauvegarder les vies humaines, il faut prendre les mesures de sécurité qui s'imposent. Que prévoit le décret du 8 janvier 1965 ?

Art. 66 : *Les fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrésillonnées ou étayées.*

... Ces mesures de protection prescrites ne doivent pas être réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés.

Art. 72 : *Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur, celles-ci doivent être entourées de plinthes d'une hauteur de 15 cm au moins...*

Art. 73 : *Des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30 m de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 40 cm au moins...*

« Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux. »
(vers de l'Internationale).

Les patrons foulent aux pieds tous ces décrets : la sécurité, ça coûte cher ! c'est du profit en moins !

— Oui mais, diront certains, si le patron respecte toutes les dispositions prévues par la loi, le coût du travail va augmenter singulièrement !

• *Soyez rassurés : il y a longtemps que les patrons ont saisi tout le profit à tirer de cette loi : la sécurité des travailleurs est incorporée à la valeur de la marchandise créée.*

— Mais alors, les patrons volent !

• *Nous ne cessons de le répéter.*

Ainsi, c'est en connaissance de cause qu'un patron fait exécuter le travail de terrassement sans aucune protection. Il mise sur le facteur chance ; il joue à pile ou face avec la vie des ouvriers.

Quand un travailleur trouve la mort dans une tranchée, il est purement et simplement ASSASSINE.

« Nul n'est censé ignorer la loi. »... Tribunaux bourgeois, forces de l'ordre bourgeois imposent durement aux travailleurs le respect des lois bourgeoises.

Le patron, lui, s'en moque. Il sait d'expérience qu'un travailleur assassiné sur son chantier ne le conduit pas en prison.

Aucun tribunal ne condamne un patron pour avoir délibérément violé les lois et entraîné ainsi la mort d'un ouvrier.

Les patrons, les bourgeois sont solidaires dans le crime !

La suppression du patronat passe par la suppression de l'Etat bourgeois par la violence révolutionnaire.

A BAS L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME !

A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

VIVE LA MORALE PROLETARIENNE : « SERVIR LE PEUPLE ! »

Le groupe rouge des travailleurs
révolutionnaires du bâtiment
de Nancy.

MARSEILLE : A PROCTER ET GAMBLE

LA VIE DES TRAVAILLEURS A BON MARCHE

« Procter et Gamble » exploite 300 personnes environ dont la moitié est du personnel féminin, le quart est composé d'intérimaires fournis par une entreprise de « loueurs d'hommes ».

Les ouvriers travaillent selon les 3 × 8, les hommes doivent arriver une heure plus tôt pour mettre les machines en route, donc à 5 h du matin, les femmes, elles, commencent à 6 h.

Le travail des hommes consiste entre autre à transporter des chariots de 700 à 800 kg dans lesquels une machine déverse de la poudre à laver. Les femmes mettent la poudre en baril : seule la fermeture des barils est automatique. Le travail se fait bien sûr à la chaîne et continuellement debout. En effet le rythme imposé est tel qu'à aucun moment il n'est possible de s'asseoir. Une ouvrière avoue : « Les cadences sont tellement élevées qu'au bout de 2 heures on ne voit plus passer les barils. » On ne peut pas dire que les patrons de Procter et Gamble « ne pensent pas à leur personnel » : vu la nocivité des poudres à laver une visite médicale est prévue tous les 2 mois, c'est donc un aveu ! (mais avec quel sérieux cette visite est-elle faite ? Ça c'est une autre affaire !)... De plus les femmes doivent théoriquement porter des masques... sous lesquels elles étouffent et qui ne leur permettent pas de respecter la cadence... en conséquence personne ne porte le masque. Aussi les ouvriers et ouvrières en subissent les conséquences : les poudres sont nocives et provoquent des maladies de peau (eczémas).

Pour qu'il n'y ait pas accoutumance toutes les 1/2 heure on change de place, donc de travail, l'esprit doit continuellement rester éveillé, un bon moyen pour maintenir les cadences.

Il y a discrimination vis-à-vis du personnel intérimaire qui bien que faisant le même travail n'avait droit jusqu'à ces derniers temps ni au vestiaire, ni à la douche, ni à la cantine ; de même pour les salaires où le salaire horaire d'un intérimaire est près de la moitié de celui d'un titulaire.

Dans les 8 ou 9 h de travail, il y a deux pauses : une demi-heure pour déjeuner, 40 minutes pour le repas de midi : « mais là encore il faut faire la queue, raconte un ouvrier, et lorsque notre tour arrive on s'aperçoit qu'il ne reste que 10 ou 15 minutes pour manger et l'on retourne travailler le dernier morceau non encore avalé. »

Dans l'usine partout on affiche : « plus de 5 000 heures de travail sans accident avec arrêt ». Bien sûr, s'il le faut l'ouvrier qui s'est blessé, et qui ne peut faire son travail habituel, sera affecté à un travail moins pénible, par exemple : le pliage de prospectus. Ainsi pas d'arrêt de travail et il est possible de publier des communiqués de victoire.

Telles sont les conditions de travail des ouvriers et ouvrières de Procter et Gamble. La férocité de l'exploitation capitaliste s'appuie dans l'usine sur la division entre titulaires et intérimaires dont le nombre va en augmentant. Les syndicats ne font rien pour lutter contre cette division ou presque rien (obtention du vestiaire, de la douche, de la cantine, pour les intérimaires). Tôt ou tard les ouvriers de Procter et Gamble sauront trouver la voie de l'unité de lutte de classe contre classe, ce jour-là les patrons auront fini de rire.

Correspondant H.R.

A QUOI SERVENT LES ESSAIS ?

L'EMBAUCHE

Pour rentrer dans un des plus grands trusts industriels de France quand on est ouvrier qualifié, on fait un essai.

Ils m'ont donné à faire une pièce (de chaudronnerie) qui ne correspond en rien à ce qui est fait habituellement dans les ateliers ni ce qui est fait dans un passé récent, mais une pièce dans le genre de celle qui est demandée au C.A.P. (alors qu'il y a plus de huit ans que j'ai terminé mon apprentissage) et parmi les plus difficiles. Je n'avais jamais refait ce genre de travail depuis, n'étant absolument plus pratiqué dans l'industrie, car il y a bien longtemps que les machines ont remplacé le marteau, d'ailleurs pour le plus grand profit des patrons, et des capitalistes. Alors évidemment, j'ai échoué n'ayant pu terminer la pièce.

A QUOI SERVENT CES ESSAIS ?

Comme me l'on dit les gars de l'atelier « c'est pour te faire chier » d'une part. D'autre part, c'est surtout un prétexte pour t'embaucher à une qualification inférieure à celle que tu as (si l'essai n'est pas tout à fait satisfaisant) et évidemment pour te payer moins.

Pour exemple : un jeune qui venait de terminer son apprentissage et ayant son C.A.P., a passé l'essai et n'a pas pu terminer la pièce ; il a été embauché, mais comme O.S. au lieu de P. 1.

CONCLUSION

L'essai est utilisé par les patrons pour déqualifier et payer moins un ouvrier qui d'ailleurs fera un travail ne correspondant pas à sa qualification mais au-dessous.

Pour les capitalistes tous les moyens sont bons pour voler le pain des ouvriers.

A bas le capitalisme, société de misère et de chômage !

Vive le socialisme ! Vive le communisme qui détruira à tout jamais l'exploitation de l'homme par l'homme !

Un ouvrier.

Ci-joint 20 F pour le Secours Rouge.

TOULOUSE :

UN OUVRIER AVERTI EN VAUT DEUX

Quand il s'agit d'éduquer toute l'armée de chefs et de sous-chefs à son service le patronat ne recule devant aucun sacrifice. Il édite et envoie gratuitement à leur intention une luxueuse revue « TRAVAIL ET MAITRISE ». Dans son numéro de novembre elle indique comment « FAIRE FACE A L'OPPOSANT », voyons un peu :

1re *méthode préconisée:* « D'abord refuser qu'il s'installe comme un intermédiaire entre vous et les autres ; n'acceptez pas, par exemple, qu'il vienne vous parler au nom d'un de ses collègues ; s'il vous explique une difficulté ressentie, dit-il, « par tout le monde », réunissez toute l'équipe et faites que chacun s'exprime et pas seulement le « meneur ». « ...Vous avez lu entre les lignes camarades : si vous faites grève il faut laisser les « jaunes » s'exprimer et saboter la grève au nom de la liberté du travail !!!

Continuons à lire, que doit encore faire le chef : « Ensuite utilisez son influence à votre compte. Il est populaire ? Rien n'empêche de citer en exemple ses qualités, s'il en a : son savoir faire, son ardeur, sa rapidité. » Et oui camarade travailleur révolutionnaire, fidèle et dévoué à ta classe, à tes camarades de travail, tu le connais ce visage souriant de ce chef qui veut te corrompre par des compliments ou des pots de vins, mais tu en as vu d'autres, tu méprises de telles méthodes, tu refuses, alors que doit faire le « chef » dans ce cas ? Voyons ce qu'on lui conseille :

« ...Enfin s'il a une attitude d'opposition ouverte et constante, ne le heurtez pas de front car les autres le soutiendraient ; il reste évident qu'à la longue, si rien n'opère, il sera indispensable *d'écarter* cette personne de l'équipe. Car cette influence qui remet constamment en question celle du chef détériore le climat et l'autorité » (sic)... Après la carotte le bâton ! messieurs les « chefs » prennent des sanctions, écartez le meneur, licenciez-le !

HALTE LA ! QUEL QUE SOIT LE MASQUE DONT S'AFFUBLE le patron et ses laquais, le travailleur ne se laissera pas jeter si facilement de la poudre aux yeux. Il saura lutter sans compromis, sans concession, classe contre classe contre l'exploiteur. Il saura avec ses camarades de travail choisir dans sa classe ses dirigeants fidèles à la cause de la classe ouvrière. Il saura les protéger et lutter sous leur direction pour renverser ce monde pourri et édifier un monde nouveau sans patrons et sans chefs-gardes chiournes.

LUTTES DE LA SEMAINE

BRETAGNE

21 décembre : Trois directeurs séquestrés à l'usine Leclerc de Fougères par les ouvriers en grève depuis 13 jours pour une augmentation de salaire et d'autres revendications.

22 décembre : grève des conducteurs de la distribution dans les P.T.T., le gouvernement refusant de donner suite aux promesses de reclassement.

EST

26 décembre : dûrement touchés par la mise en veilleuse de plusieurs hauts-fourneaux à Hayange, Jœuf et Hagondange, les patrons ont cédé : 0,30 F de l'heure.

NORD

En grève depuis le 21 décembre pour obtenir le 13e mois, 2 800 sur les 3 000 ouvriers de la papeterie Beghin ont rejeté l'appel à la reprise du travail lancé le 22 décembre par les syndicats CGT CFDT. A signaler que parmi les 200 nes il y a des délégués.

FERODO : UNE LUTTE SABOTEE PAR LES SYNDICATS REVISIONNISTES ET REFORMISTES

A l'usine Ferodo un ouvrier, Germain Massonne, ne s'est pas laissé marcher sur les pieds par un contremaître réputé déjà sans scrupule et répressif. Celui-ci propose 3 jours de mise à pieds pour l'ouvrier. La direction augmente la sanction et les 3 jours deviennent le licenciement.

Mais la détermination ouvrière est d'une autre nature : une grève de solidarité à la base *se déclenche spontanément et pour plus d'efficacité la séquestration de l'appareil répressif* (4 *membres de la direction*) *devient une nécessité. Car chaque ouvrier a la conscience que lui aussi est un Massonne en puissance et que la solidarité ouvrière doit se manifester en chaque occasion. Face à la violence de la répression quotidienne du patron les ouvriers ne se sont pas laissés intimider : ils ont* organisé la risposte.

Face à cette riposte la direction a manœuvré : elle a fait mine de céder et de réintégrer Massonne, mais à la reprise du travail les ouvriers apprennent qu'en fait il n'est pas réintégré mais « réembauché » ce qui signifie : mutation et perte de 7 ans d'ancienneté. C'est alors l'ensemble des ouvriers dans les différentes usines Ferodo qui se mettent en grève.

LA TRAHISON DES DIRECTIONS SYNDICALES

Quelle a été pendant ce temps l'attitude des directions syndicales face à cette lutte exemplaire de solidarité ouvrière ?

Séguy déclare :

> « Ceci dit, je rappelle que la CGT, dès les évènements de Mai 68, a réprouvé les mesures dites de séquestration d'ingénieurs et de cadres, mesures qui n'ont rien à voir avec notre conception de l'action syndicale. »

Effectivement la lutte de classes, ouvriers contre patrons, n'a rien à voir avec la trahison de Grenelle en Mai 68 !

Même refrain de Bergeron, le grand patron de FO :

> « D'une manière générale, le mouvement syndical n'a jamais préconisé des méthodes de cette nature. »

...et de la direction CFDT, plus prudente et paternaliste :

> « La CFDT n'a jamais préconisé cette forme d'actions, mais elle *comprend les impatiences* (quel soutien !) qui peuvent caractériser certaines luttes ouvrières. »

Dans tous les cas il s'agit de la part des directions syndicales d'un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs de chez Ferodo. Alors qu'il s'agit de populariser la lutte, de montrer leur détermination, elles essaient d'étouffer l'affaire et surtout d'éviter que l'exemple soit contagieux comme en Mai 68. Et cela au moment même où il faut soutenir la solidarité qui s'est développée spontanément *entre les différentes usines du trust !*

L'Humanité du 28 *parle même des* « excès *de la colère des salariés et des* difficultés et faux pas de leurs organisations syndicales » (*de base évidemment*).

Est-ce pour cela que les responsables locaux ont alors conseillé à Massonne d'accepter l'offre de la direction de « réembauchage » ce qui du même coup mettait fin à la grève ?

La direction a immédiatement profité de ce recul pour licencier 11 *ouvriers prétendus « responsables de la séquestration » dont* 1 *délégué CFDT,* 1 *membre du CE CFDT et* 3 *de la commission des jeunes CGT. Elle sait bien, elle, que la seule chose qui compte dans la lutte ouvriers contre patrons c'est* le rapport de force. *La bourgeoisie c'est comme un gangster : elle ne lâche que lorsqu'elle a la gorge serrée. Mais dès qu'elle ne sent plus l'étreinte elle essaie de reprendre ce qu'elle a lâché.*

Cela les dirigeants traîtres de la classe ouvrière le savent parfaitement. Mais pour eux la seule chose qui compte ce sont les élections organisées par la bourgeoisie. A quelques mois des « municipales » les révisionnistes préfèrent saboter une grève que la soutenir au risque de perdre des voix d'électeurs « de gauche ». Ainsi l'Humanité du 28 décembre qui réaffirme « *son hostilité aux méthodes dont l'objet est la séquestration du personnel, FUSSENT-ILS MEMBRES DE LA DIRECTION* » indique clairement au cas où on pourrait encore en douter que ce sont bien les syndicats qui, après avoir libéré les flics du patron séquestrés par les ouvriers, ont fait reprendre le travail *alors que la revendication de « réintégration » pure et simple de l'ouvrier licencié n'était pas satisfaite :*

« Ces licenciements interviennent après qu'à l'appel de leurs syndicats *CGT et CFDT les grévistes eurent décidé,jeudi, de reprendre le travail ce matin et d'engager de nouvelles négociations avec la direction. »*

La révolte des ouvriers de Ferodo contre la hiérarchie capitaliste dans l'entreprise va contre la politique de la CGT en matière de hiérarchie qui consiste à s'aligner sur les intérêts des cadres et ingénieurs. Aussi

l'Huma blanche ramène carrément la question de la hiérarchie dans l'usine Ferodo (comme dans toutes les usines capitalistes) à une question de « *personnalité du chef d'équipe de Germain Massonne* » ; ils affirment odieusement que « M. Massonne lui-même, bon nombre de ses camarades de travail et aussi plusieurs délégués syndicaux, CFDT mais aussi CGT, sont enclin à croire... que le chef d'équipe (qui a fait licencier Massonne) doit être considéré *comme un mauvais chef d'équipe manquant de psychologie* » (sic).

C'est le langage que tient le patron de Ferodo chaque fois que l'exploitation devient trop voyante et où il s'agit de la faire retomber sur un chefaillon : c'est un langage de rénégat de la classe ouvrière. D'ailleurs deux jours plus tard l'Humanité ne consacrera plus que quelques lignes à la lutte chez Ferodo mais juste à côté le double sur le cas de 3 cadres qui sont allés en prud'hommes. Mais le révisionnisme ce n'est pas seulement une direction bureaucratique, c'est « l'agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière ».

Un langage de démobilisation

Ainsi face à la nouvelle offensive de la direction de Ferodo licenciant 11 ouvriers les responsables syndicaux locaux n'ont su dire que :

« Il n'est pas question de se lancer dans une grève de durée illimitée qui donnerait à la direction de nouvelles occasions de sanctionner les grévistes... il faut être réaliste et tenir compte des provocations de la direction et des chances d'une telle action. Ce que nous proposons ce sont des grèves de 24 *à* 48 *heures* DANS LES SEMAINES A VENIR. » (Boissière CGT.)

C'est la théorie : ne luttons pas sans quoi il va y avoir répression ! Alors que la répression est *quotidienne* et que la lutte a justement pour but de la faire *reculer*. Quant aux grèves bidons les travailleurs savent à quoi s'en tenir. Et les 11 ouvriers licenciés qu'est-ce qu'ils vont devenir « dans les semaines à venir » ?

C'est le même langage de démobilisation du côté de la CFDT qui ne se soucie pas d'avantage des 11 ouvriers licenciés puisqu'il parle « d'action revendicative de longue durée ».

« *Si la direction refuse* d'ouvrir des discussions *sur le licenciement des* 11 *salariés nous demanderons au personnel non pas de déclencher une grève symbolique* (quel cynisme ! Qui a parlé de « grève symbolique » : les ouvriers qui ont occupé l'usine et séquestré les flics du patron ?), *mais de reprendre une action revendicative de longue durée avec l'appui des syndicats des autres entreprises.* »

Des discussions pour quoi faire tant qu'il y en a 11 à la porte ? Ces représentants de la bourgeoisie ne parviennent même plus à cacher leur trahison !

Quelle que soit l'issue de la lutte chez Ferodo elle reste un exemple éclatant de la solidarité ouvrière. Elle montre que la combativité de la classe ouvrière contre le patronat et ses larbins, n'a pu être sérieusement entamée par la trahison de Mai 68 et qu'elle reste vivace.

La lutte de chez Ferodo montre encore que si l'unité à la base est indispensable, pour la faire aboutir, il faut encore une organisation des travailleurs à la base, dirigée par des ouvriers révolutionnaires, marxistes-léninistes.

A bas la trahison des révisionnistes et réformistes !

Vive la lutte exemplaire des ouvriers de chez Ferodo !

LA SEYNE-SUR-MER (VAR)
LUTTE DE CLASSE AU SEIN DE LA C.G.T.

Nous avons reçu une analyse adressée à la Fédération du Bâtiment CGT sous la signature du secrétaire de la Section des Retraités du Syndicat du Bâtiment CGT de la Seyne-sur-Mer (Var). Il s'agit d'un important travail de critique concernant le rapport au 28e Congrès de la Fédération tenu à Toulouse. Nous ne pouvons le publier faute de place, mais nous tenons à assurer les militants CGT du Bâtiment qui l'ont rédigé collectivement que leurs avis nous semblent justes pour l'essentiel et se situent sur de justes positions de classes syndicales et politiques (en particulier la stigmatisation impitoyable des fanfaronnades de Khrouchtchev). De plus l'attachement des travailleurs à la défense de leurs droits de salariés par un syndicat est une attitude positive qui rejette les conceptions de certains éléments gauchistes non prolétariens selon qui les syndicats n'auraient plus aucune raison d'être.

Cette analyse est **un** bon exemple de la lutte que les militants fidèles à l'idéologie prolétarienne doivent mener au sein des syndicats contre les représentants du révisionnisme et du réformisme, en s'appuyant sur la volonté et les aspirations profondes de leurs camarades syndiqués.

LUTTES PAYSANNES EN BRETAGNE

• **Le 21 décembre manifestation devant la direction de l'usine Préval à Montauban de Bretagne** pour obtenir 52 centimes pour le litre de lait comme l'ont obtenu les producteurs de Pontivy.

• **Le 23 décembre manifestation de 400 producteurs de lait devant la Coopérative de Landerneau.** Un ultimatum a été adressé à la direction : ou le prix du lait augmente selon les termes de la grille adoptée à Pontivy ou il ne l'est pas, et dans ce cas les parts sociales ne seront pas renouvelées en 1971.

• **Le 21 décembre 600 agriculteurs bretons soutiennent François Gourmelon comparaissant en Cour d'Appel à Rennes.** Après un meeting les agriculteurs se rendent à la Préfecture, bien que le défilé fut interdit par la Préfecture de l'Ile-et-Vilaine. De nombreux sympathisants viennent les soutenir. Premiers accrochages avec les flics devant les grilles de la Préfecture. La manifestation se poursuit. Accrochage avec les C.R.S. Puis dispersion.

• **Le 21 décembre les locaux du « Petit Bleu des Côtes du Nord » dirigé par Pléven, Garde des Sceaux, ont été saccagés.** A la violence réactionnaire opposons la violence révolutionnaire. Soutenons les paysans pauvres qui doivent se mettre sous la direction du prolétariat.

« Le Prolétariat seul est une classe révolutionnaire. Les autres classes périssent et déclinent avec la grande industrie ; le prolétariat au contraire en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, le petit industriel, le marchand, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver du déclin leur existence de classe moyenne. Elles ne sont pas révolutionnaires mais conservatrices. Bien plus, elles sont réactionnaires, elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles deviennent révolutionnaires, c'est qu'elles sont sur le point de passer au côté du Prolétariat ; elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur point de vue propre pour adopter celui du prolétariat. »

(Marx-Engels
« Manifeste du Parti Communiste »

Erwan Warc' Hoazh

ETUDIEZ LES ŒUVRES DE MAO TSE TOUNG

Lisez et étudiez les œuvres choisies du Président Mao Tsé toung qui retrace la lutte du peuple chinois de ses débuts à la révolution de 1949.

Tome I	**1926-1937**	**6,20 F**
Tome II	**1937-1941**	**8,00 F**
Tome III	**1941-1945**	**6,20 F**
Tome IV	**1945-1949**	**8,00 F**

En vente à la Librairie « Le Phénix » - 72, boulevard de Sébastopol - Paris (3e), ou par notre intermédiaire (+ frais de port).

LE FRANQUISME SERA ANEANTI

EN ESPAGNE

En Espagne l'avant-garde de la classe ouvrière espagnole, *le Parti Communiste d'Espagne* (*marxiste-léniniste*) a développé par tous les moyens la solidarité active avec les révolutionnaires basques ; ainsi « Vanguardia Obrera » organe central du P.C.E. (M.L.) déclare-t-il :

Le Parti Communiste d'Espagne (M.L.), exprime sa totale solidarité avec les révolutionnaires basques militant dans l'ETA. L'exécution du tueur Manzanas ne constitue pas d'autre délit aux yeux du peuple qu'un acte de justice, et, en tant que tel, nous l'approuvons de façon claire et entière, et disons que Manzanas ne sera pas le dernier bourreau à tomber victime des balles justicières du peuple. La lutte des révolutionnaires basques jouit de notre appui et de notre solidarité.

Notre Parti préconise dans sa Ligne Politique (point 14) le droit du Pays Basque à la libre autodisposition, à l'intérieur d'une République Populaire et Fédérative. Dans la mesure où les révolutionnaires basques luttent contre la dictature et l'impérialisme yankee, notre Parti appuie leur combat, en même temps qu'il préconise une plus grande unité d'action pour augmenter la lutte révolutionnaire contre la sanglante tyrannie franquiste.

Par ailleurs dans un tract le Comité Régional de la Seine du P.C.E. (M.L.) ajoute :

. . . . . .

Burgos va servir à raffraîchir la mémoire de ceux qui voulaient faire oublier à notre peuple ce qu'est le franquisme : la torture érigée en système, des peines de mort et des siècles de prison à tout anti-fasciste qui s'oppose à la dictature pro-yankee ; à tout démocrate et patriote qui combat la féroce exploitation qu'inflige au peuple une poignée d'oligarques oppresseurs ; à n'importe qui qui demande que soient satisfaites les justes aspirations des minorités nationales du peuple espagnol.

Notre Parti, le Parti Communiste d'Espagne (M.L.), voit dans tous ces faits une confirmation totale de sa juste ligne politique, qui l'a toujours amené à condamner les positions traîtres de ceux qui parlent d'« évolution pacifique du régime » et de « disparition de formes fascistes ».

. . . . . .

Burgos a servi aussi de catalyseur pour donner un nouvel élan à la vague de luttes populaires croissantes qui, depuis 1962, et avec plus d'intensité depuis 1967, se développe dans notre pays. Le caractère de ces luttes a été profondément politique. De ce fait, par son ampleur, on peut dire que cela a été un des mouvements de plus grande envergure et importance de l'après-guerre. L'Espagne, aux quatre coins du pays, a manifesté sa haine au fascisme et sa détermination de le combattre jusqu'à l'abattre. En tête de ces luttes, grâce à leur combativité et leur efficacité, se sont détachés les « commandos populaires » de diverses organisations anti-fascistes et anti-impérialistes de masse comme l'Opposition Syndicale Ouvrière (O.S.O.), la Fédération Universitaire Démocratique Espagnole, les Comités de quartiers, les Comités anti-impérialistes, les Groupements de Jeunesse Communistes Marxistes-Léninistes, etc. Les commandos ont fait front à la police avec intrépidité, lui causant de nombreux blessés, lui détruisant ses autos, attaquant des entreprises et établissements de l'oligarchie et de ses maîtres U.S. De ce caractère anti-américain pris souvent par les luttes, témoignent les attaques contre l'Institut d'Etudes Américaines de Barcelone et plusieurs entreprises yankee de Madrid, pendant les manifestations de solidarité avec les anti-fascistes de Burgos.

Dans ce large mouvement de masses, est évidente, une fois de plus la volonté (en particulier de la jeunesse révolutionnaire) de s'opposer au franquisme « œil pour œil et dent pour dent ». Notre Parti, le P.C.E. (M.L.), qui a participé à ces luttes et les a dirigées en de nombreux cas, remarque avec satisfaction cet esprit de l'avant-garde du mouvement populaire qui s'engage toujours plus avant sur le chemin de la violence révolutionnaire. Le régime ne craint que la violence organisée des masses, parce qu'elle seule pourra le renverser. Pour y faire face, il ne sait que décréter de nouvelles mesures policières dans tout le pays, qui, de fait, vit en « état d'exception » permanent depuis 1939, parce que c'est toujours là l'état normal du franquisme.

. . . . . .

Peines de mort ! Siècles de prison ! C'est cela que Franco offre aux démocrates et anti-fascistes. Nous qui l'avons combattu, nous n'allons pas le déposer pacifiquement pour qu'il nous extermine ! ET LE PEUPLE ESPAGNOL NE SE LAISSERA PAS FAIRE PASSIVEMENT ! SA LUTTE AVANCE DE PLUS EN PLUS ET PREND LE CHEMIN REVOLUTIONNAIRE QUI CONDUIT A SA LIBERATION !

— Vivent les anti-fascistes basques, honneur de tout le peuple espagnol !

— Pour le droit à l'autodétermination du peuple basque ! Pour une Espagne populaire et fédérative !

— A bas l'armée fasciste !

— Ni Franco, ni le roi, ni les yankees ! DEMOCRATIE POPULAIRE !

Les bourreaux franquistes ont reculé. Les immenses mouvements populaires dans le monde entier et tout particulièrement en Espagne les ont effrayés. Par ailleurs la lutte des peuples d'Espagne contre le fascisme sanglant est entrée dans une nouvelle phase à laquelle les communistes marxistes-léninistes n'ont pas manqué de contribuer activement : partout en Espagne ils ont participé et organisé de nombreuses actions de soutien aux révolutionnaires emprisonnés.

En France les militants marxistes-léninistes ont également mis en œuvre toute leur énergie pour apporter un soutien effectif aux anti-fascistes d'Espagne. Ils poursuivront leur effort.

Nous regrettons faute de place de ne pouvoir publier de larges extraits des nombreux tracts reçus de toutes parts, et notamment de ceux de nos diffuseurs de Langeac et Vitry-sur-Seine.

— Compatriotes de l'émigration, rejoignez les rangs du Parti Communiste d'Espagne Marxiste-Léniniste !

— Participez à tout type d'actions de solidarité avec les anti-fascistes basques !

Comité Régional de la Seine du P.C.E. (M.L.)

EN FRANCE

dans la région de Toulouse

Lundi 28 décembre : *2.000 personnes manifestent à Toulouse à l'appel du « Comité toulousain pour l'Espagne » qui regroupe les syndicats et partis « de gauche ». 600 manifestants refusent de se disperser et restent mobilisés pour informer la population.*

Mardi 29 : *Manifestations à la gare de Montabian au départ du train pour Irun : distribution de tracts et bombage sur les wagons.*

à Paris

Après le verdict, l' « Humanité-Rouge » appelle ses militants à participer à une manifestation unitaire de soutien aux anti-fascistes d'Espagne : plusieurs dizaines de milliers de personnes scandent de la place Clichy à la Bastille : « Franco assassin », « Liberté pour les Basques », « Mort au fascisme assassin »... et de nombreux autres mots d'ordre, témoins de la haine immense du peuple de France pour le fascisme.

Par ailleurs, dans toute la France, les comités de diffusion de l' « Humanité-Rouge » ont ardemment organisé la campagne d'information, d'agitation et de propagande en faveur des militants révolutionnaires emprisonnés en Espagne.

LES FLICS DE BAYONNE AU SECOURS DE CEUX DE MADRID

Le 29 décembre à Bayonne, face aux brutalités des C.R.S., des milliers de poitrines dénoncèrent cette réalité.

Une manifestation d'une ampleur sans égale 5.000, 6.000 personnes peut-être, des manifestants de tous âges, où les jeunes garçons et beaucoup de filles aussi dominaient. Venus des usines, des bureaux, des magasins pour crier leur colère contre le verdict de Burgos, ils firent l'expérience de la complicité de fait du gouvernement Pompidou et de celui de Franco : à l'indignation des manifestants les C.R.S. de Marcellin répondaient par des bombes lacrymogènes, dans un déploiement de force digne de l'état de guerre.

Pompidou, Marcellin, Schumann peuvent parler d'intervention « discrète » et « efficace » auprès de leur ami Franco le boucher, ils ne peuvent en dire autant devant la juste colère du peuple de France. Là, leur intervention est moins discrète.

Les manifestants après avoir défilé dans les rues du centre en scandant « Liberté pour les condamnés ! », « Liberté pour l'Espagne ! », « Liberté pour Euzkadit », « Franco fasciste assassin ! »... etc., en alternance avec les chants de libération des Basques, se heurtèrent à un fort barrage de C.R.S. qui les empêchèrent d'aller plus loin, vers le consulat d'Espagne.

Devant l'indignation générale, — des milliers de personnes étaient sur les trottoirs, de nombreux magasins, dont presque tous ceux du centre, avaient fermé leurs portes dès 18 h — les C.R.S. chargèrent brutalement les manifestants qui résistèrent longtemps au milieu des bombes lacrymogènes et des coups de crosse de mousquetons.

L'air était irrespirable, une barricade fut dressée rue Orbe, encore tard dans la soirée des groupes résistaient çà et là, sous une pluie battante qui brusquement s'était mise à tomber.

Le matin, les rues du centre gardaient les traces des affrontements.

Les violences, la haine que manifestèrent les C.R.S. démontrent amplement que la lutte pour la liberté comme pour le socialisme ne sera jamais pacifique.

Vive les peuples d'Espagne !
A bas le fascisme !
A bas Franco !
A bas ses complices français !

Correspondante Bayonne.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

CHEMINOTS : LES CADRES ET LA HIERARCHIE

Dans un article précédent nous avons vu le plan anti-social de la direction S.N.C.F. aux ordres des monopoles, et ses implications désastreuses directes sur les cheminots et les petits usagers.

La question est de savoir comment et par qui la S.N.C.F. peut-elle faire effectuer son « sale boulot », de répression et de suppression des emplois. La réponse est simple :

— Par ses « Comités de la Hache », les « coupeurs de têtes », les « fossoyeurs », tels que les ont baptisé les cheminots. Mais qui sont ces tristes individus, chargés de ces tristes besognes, à la prime : tant par tête en moins ?

— Ce sont les ingénieurs et cadres *supérieurs !* dont le salaire est tenu confidentiel et ne figure sur aucun barême. Ces messieurs sont payés à l'enveloppe individualisée.

Mais une fois la guillotine passée, qui est chargé de faire tourner la boîte avec les effectifs réduits, à faire tenir les cadences, les temps ?

— Ce sont les larbins de la petite maîtrise, rampante et aboyeuse.

Et que disent les dirigeants de la C.G.T. de ces gens-là ?

— « Camarades ! ce sont des exploités comme vous ! ils gagnent plus, mais leur force de travail est supérieure à la vôtre, ils sont donc encore plus exploités ! »

Quel culot ! car à quoi se résume principalement la force de travail d'un cadre en système capitaliste, sinon à FAIRE SUER LE BURNOUS aux ouvriers, à la trique, avec les menaces, les sanctions, les amendes, le licenciement ? La force de travail des cadres c'est LEUR CAPACITE A EXPLOITER LA FORCE DE TRAVAIL DES OUVRIERS POUR LE COMPTE DU PATRON, lequel leur laisse en contrepartie quelques miettes de ce qu'il a fait soutirer de la peine des travailleurs.

La trahison des syndicats révisionnistes et réformistes

a) *La C.G.T. :* Pour faire avaler sa théorie sur les cadres, « salariés et exploités comme les autres » (cette couleuvre à avaler étant de taille), la direction C.G.T. s'est sentie obligée de déclencher une campagne d'intoxication sans précédent (« Vie Ouvrière », toute la presse fédérale, « Options » la luxueuse revue des cadres sur papier glacé — le standing ! — le sale papier c'est pour les ouvriers !).

En particulier, les articles de « La tribune des cheminots » sont des tissus de traîtrise envers la classe ouvrière, que chaque cheminot se doit de dénoncer. En voici quelques perles en échantillon :

« Nous sommes pour une hiérarchie juste et équitable... d'ailleurs à titre d'exemple, il ne vient pas à l'idée du cantonnier poseur de Voie et Bâtiments d'exiger un salaire identique à celui du chef de district, ou à l'homme d'équipe de revendiquer la même échelle que le facteur-chef ou le chef d'arrondissement... »

Nous leur répondrons à ces bonzes de la C.G.T. qui s'octroient des payes de permanents n'ayant rien à voir avec la paye d'un poseur ou d'un homme d'équipe : ces braves cheminots se demandent pourquoi, eux qui font les travaux les plus sales et les plus pénibles, aux intempéries, ont des salaires 1/3 ou le 1/10 de ceux qui restent au chaud derrière les « cages de verre » (bureaux vitrés pour la surveillance) ?

Plus loin on relève :

« La division entre les diverses catégories de cheminots est nuisible aux intérêts des uns et des autres, car s'il est vrai que les cadres et techniciens ont de plus en plus besoin de se rapprocher du personnel d'exécution pour faire aboutir leurs revendications (lesquelles ?) et changer la société (comment ? au profit de qui ? des cadres ou des ouvriers ?) pour les mêmes raisons les agents de l'exécution ont besoin de ce « rapprochement », de cette « entente ».

Cette phrase doit effectivement être rapprochée de ce que fait la direction fédérale de Massabieaux. Car qui a créé la division entre exécution et cadres? si ce n'est la C.G.T. en instituant le « syndicat des cadres » totalement indépendant des syndicats de l'exécution, sur tous les plans, organisation, revendications, presse, etc. et action ! Par ailleurs, elle a fait recommander à ses militants de l'exécution de SOUMETTRE LEURS REVENDICATIONS AUX CAMARADES CADRES AFIN DE NE PAS TOMBER DANS LA DEMAGOGIE.

C'est soumettre les cheminots les plus conscients, les plus prolétaires, les plus combatifs, à la censure des privilégiés, collaborateurs des patrons dans le travail quotidien, éléments les plus influencés par l'idéologie bourgeoise et le patronat par leurs conditions sociales de faveur, et leur rôle professionnel répressif.

A son dernier Congrès du 20 novembre, la fédération C.G.T. des cheminots a été encore plus loin dans l'accentuation du rôle grandissant de l'aristocratie ouvrière dans le syndicat. Elle a décidé que « ceux qui sont assurés de terminer leur carrière dans la maîtrise peuvent entrer directement au syndicat des cadres ». Par contre « ceux qui ne passeraient aux cadres qu'en fin de carrière pourraient rester au syndicat d'exécution ». La direction C.G.T. construit donc une barrière entre exécution et cadres, le syndicat des cadres étant conçu pour ne recevoir aucune influence positive des ouvriers, mais l'inverse, placer les syndicats ouvriers sous l'influence et la direction des syndicats de cadres.

b) *Les autres syndicats :* Quelle est la position de la C.F.D.T. ? En bonne fille de jésuite, elle a compris que la C.G.T. par ses positions droitières allait se discréditer aux yeux de la classe ouvrière. Elle ambitionne de doubler la C.G.T. sur sa gauche en vue de faire de la récupération. Aussi elle se prononce, à sa façon, « contre la hiérarchie » afin de mieux trahir par la suite.

Mais les cheminots de la base ne s'y laissent pas prendre, ni ailleurs, car elle est en perte d'influence. Elle a effectivement levé son masque en signant « les Accords de progrès » et en s'enfermant dans la notion de « masse salariale », qui elle n'apportera rien à personne, ni aux cadres, ni aux cheminots de la base. Tout cela est accompagné de pirouettes démagogiques et traîtresses.

Les autres syndicats actuels, raclures de la collaboration de classe (F.O. - F.G.A.A.C. - C.F.T.C. - C.G.C. - F.A.C., etc.) sont les « scories » historiques de la trahison du mouvement ouvrier, rejetés par la masse des cheminots Nous n'en parlerons même pas. Ils ont suffisamment trahi par le passé pour ne pas avoir besoin de les dénoncer.

L'unité de la classe ouvrière, et avec les cadres, passe par la destruction des syndicats traîtres et la construction d'une centrale syndicale Rouge, Unique, de lutte de classe (1).

Un « cadre » cheminot qui se place sous la direction de la classe ouvrière.

---

(1) Le point de vue ici exprimé par notre correspondant paraît revêtir un caractère stratégique. Le Comité de rédaction, sur la base de l'ensemble des lettres reçues des lecteurs d'H.R., estime que toutes les formes de lutte méritent d'être utilisées pour faire triompher la ligne « classe contre classe », y compris à l'intérieur des organisations syndicales révisionnistes et réformistes. Ce qui implique, en cas d'exclusion par la C.G.T. notamment, de recourir encore à d'autres formes de lutte. A ce sujet, la lecture de la brochure : « Le P.C.F. devant l'Internationale communiste » *(1931) semble fournir des réponses concrètes et utiles au délicat problème de la tactique et des formes de lutte pour ramener l'ensemble des travailleurs sur d'authentiques positions de lutte de classe.*

VIOLATION des STATUTS de la C.G.T. par les DIRIGEANTS REVISIONNISTES

Ayant distribué de la main à la main des tracts signés H.R., un de nos camarades s'est vu exclure de la Commission exécutive de la section Syndicale C.G.T. de son usine.

Une deuxième réunion devait fixer le maintien ou l'exclusion du camarade en tant que syndiqué C.G.T.

Cette réunion qui devait se dérouler en présence de nombreux syndiqués de la base, ne réunit finalement que quelques délégués, pour la plupart membres du P« C »F, les autres travailleurs s'étant rendus à la manifestation pour protester contre le procès de Burgos.

C'est au cours de cette réunion que notre camarade fit cette déclaration, qui malgré la composition de la salle fit naître des contradictions :

4 abstentions ;
16 votant pour l'exclusion ;
4 votant contre.

La déclaration que le camarade a distribué de la main à la main auprès des ouvriers avec lesquels il travaille, pour interdire à la C.G.T. de l'isoler politiquement, fait connaître la nature anti-statutaire de son exclusion, dénonce les pratiques réactionnaires des bonzes syndicaux qui n'ont rien à voir avec la lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

C.D.H.R. St-Maur

Camarades ouvriers, adhérents de la C.G.T.

Etant membre de la C.G.T., élu à la commission exécutive par les camarades de la base, je ne comprends pas et conteste la décision des camarades de la C.E. sur la sanction prise à mon égard. Je n'accepterai cette décision qu'après m'être expliqué auprès des camarades de la base, de la nature de mon geste et des divergences que je peux avoir avec le bureau confédéral et local. Je rappelle à tous que je n'ai jamais caché ces divergences et tous savent que je n'ai adhéré à la section syndicale que pour participer à la défense de nos intérêts de travailleurs sur le plan local. J'estime n'avoir commis aucune faute envers le syndicat et l'ensemble des ouvriers ; j'ai participé avec résolution à toutes les grèves et autres manifestations décidées dans l'unité.

J'ai cru en adhérant à la C.G.T., que celle-ci était une organisation de lutte de classe. Mais cette lutte n'est pas menée. Par exemple : qu'avons-nous fait pour contrer la loi scélérate « anti-casseur », la hausse des prix, des impôts, les atteintes aux droits de grèves, etc. RIEN, si ce n'est des pétitions qui n'ont amélioré ni nos conditions de vie, ni nos conditions de travail. Que certains ici se souviennent comment en 1934, 300 000 *travailleurs faisaient à la République s'écrouler le projet de loi fasciste de Laval ; comment en* 1936, *les capitalistes effrayés par la fermeté des travailleurs en grève lâchaient* 2 *semaines de congés payés et les* 40 *heures (qu'on nous a bien repris depuis, en dépit de nos pétitions...) A l'époque c'était les patrons qui suppliaient de négocier car les syndicats avaient su créer un rapport de force favorable aux travailleurs. Pour prendre des exemples plus récents : si un jour nous faisions grève, je n'aimerais pas que la popularisation de notre lutte et la solidarité avec nous se fasse comme pour la grève de nos camarades C.G.T. de l'usine Perrier à Vergèse qui subissent la répression patronale dans l'isolement, ou encore nos camarades C.G.T. du B.H.V. de Garges-les-Gonesse dont la grève n'a même pas été communiquée au niveau de l'information syndicale dans les autres B.H.V. de la région parisienne (Ivry par exemple).*

Dans tous les cas, que faisons-nous de l'article 29 *des statuts sur la solidarité ?*

Et chez nous fallait-il vraiment 2 *mois pour réunir la C.E. à la demande d'un de ses membres (quand il s'agissait de faire payer les cotisations proportionnellement aux salaires) alors qu'on est beaucoup plus rapide pour préparer et exécuter mon exclusion ?*

Pourquoi n'est-on pas aussi rapide pour nous mobiliser contre la « décentralisation » qui nous menace tous à l'usine et le chômage ? Attendons-nous les licenciements pour supplier le patron de négocier notre reclassement. Sans doute ferons-nous alors appel au soutien militant de nos « camarades » ingénieurs, techniciens et cadres dont nous défendons si bien les privilèges en luttant pour l'augmentation en pourcentage.

Enfin, en ce qui concerne le tract que j'ai distribué, il suffit pour ma défense de se référer aux statuts du 27e *congrès qui garantissent ma liberté d'opinion.* Ce tract était de nature politique et a été distribué à tous les ouvriers, *c'est-à-dire que je n'ai pas été voir s'ils étaient syndiqués C.G.T. ou non, donc on ne peut pas me reprocher d'avoir voulu noyauter ou détruire l'unité du syndicat.*

Je pense camarades, que je me suis expliqué mais je ne vois pas d'inconvénients à répondre à vos questions. Je voudrais vous dire avant, que je ne cherche nullement à donner des leçons de syndicalisme, je n'ai fait qu'exprimer librement ma pensée devant vous camarades ouvriers qui êtes mes seuls juges. J'achève cette intervention en affirmant que quelle que soit la décision de cette assemblée, je continuerai à lutter pour l'unité et la défense des intérêts de la classe ouvrière jusqu'à la suppression du salariat et du patronat.

Le 10 décembre 1970

ITALIE : PEINE PERDUE

Un lecteur attentif aurait pu trouver ces derniers temps dans la presse bourgeoise l'information suivante, étrangement camouflée et livrée à contre-cœur : M. Luigi Longo a dénoncé « *le crétinisme anti-parlementaire des groupes d'extrême gauche* ». Il a demandé au gouvernement italien de « *défendre la liberté et la constitution et de briser avec la plus grande vigueur l'action criminelle des groupes extrémistes* ».

Qui est M. Luigi Longo ?

Un leader du mouvement fasciste MSI ? Non pas.

Un préfet de police un peu trop zélé ? Mais non. Un fou alors ? Certes pas : *M. Luigi Longo est secrétaire général du Parti « Communiste » Italien.*

Passons sur le petit couplet dédié à la défense de la « liberté » (celle des exploiteurs) et de la « constitution » (qui n'est tout de même pas celle du peuple, non ?). L'air a déjà été entendu et on connait l'attachement des émules de Togliatti aux valeurs immuables et éternelles de la bourgeoisie. Par contre l'unité de pensée qui règne entre le P« C »F et la bourgeoisie italienne sur la nécessité de réprimer « *avec la plus grande vigueur* », l'action des militants révolutionnaires, avait été rarement exprimée avec autant de franchise.

Il semblait pourtant, à ce que répétaient les éternels semeurs de confusion, trotskistes et sociaux-démocrates de tout poil, que « les communistes italiens » n'étaient pas comme les « communistes français », qu'ils étaient beaucoup plus « *révolutionnaires* », qu'ils soutenaient la lutte des étudiants italiens, et patati, et patata... que s'est-il passé, vont donc se demander ces bonnes âmes.

En réalité il ne s'est rien passé. Depuis que ses dirigeants sont passés à la bourgeoisie, le P.« C. »I. est aussi peu communiste que le P.« C. »F. et le Marxisme-Léninisme n'est plus pour lui qu'un mauvais souvenir.

Mais alors ?

Alors, il est peut-être intéressant de se rappeler qu'à la dernière conférence internationale des Partis dits « communistes » qui s'est tenue il n'y a pas si longtemps à Moscou, le P.« C. »F. et le P.« C. »I. se sont fait âprement reprocher le développement du « gauchisme » dans leurs pays respectifs et surtout (le comble) la constitution de nouveaux Partis Communistes Marxistes-Léninistes.

Evidemment ces Messieurs de Moscou auraient mieux fait de se poser la question du *pourquoi*, mais ça c'était trop leur demander, c'était leur demander de reconnaître leurs trahisons, leurs mensonges leurs ignobles compromissions avec la bourgeoisie.

La question du pourquoi est pour eux une question inutile.

Le P.« C. »I. et le P.« C. »F. ont donc été tout bonnement chargés « *d'empêcher le développement du prétendu gauchisme* » en Italie et en France...

En tout état de cause ceux-ci ne pourront pas empêcher la révolte des militants honnêtes contre des partis passés à la collaboration ; ils ne pourront empêcher les travailleurs de reconnaître dans les Marxistes-Léninistes leur seule avant-garde communiste.

Ils ne pourront empêcher la révolte des masses contre le capitalisme pourri.

D'après vous, M. Longo, est-ce que des appels affolés en direction du gouvernement italien pour qu'il exerce sa répression, pourront y changer quelque chose ?

LES JOUETS AU SERVICE DE L'IDÉOLOGIE BOURGEOISE

La bourgeoisie possède tout un arsenal de moyens pour diffuser son idéologie pourrie dans les rangs du Prolétariat.

Le jouet est un de ces moyens. Un moyen extrêmement efficace de pourrir les enfants du peuple. D'autant plus efficace que le jouet revêt une apparence naïve dont on ne se méfie pas et répond à une tendance naturelle de l'enfant.

Mais à travers le jouet, la bourgeoisie poursuit des buts politiques indéniables.

Prenons quelques exemples :

Le Monopoly *et autre jeux du même style ne sont qu'un entraînement aux manipulations financières : un moyen comme un autre d'inculquer à l'enfant la notion de profit et de propriété.*

La panoplie de chef indien *inculque la notion de héros, de chef, donc elle justifie la hiérarchisation, donc l'exploitation de l'homme par l'homme.* (Notons qu'il n'existe pas dans l'inventaire des panoplies de combattants vietnamiens mais par contre l'enfant trouvera des panoplies de flics et de CRS — il faut bien apprendre aux chers chérubins à cogner sur les grévistes.)

Les armes *ne représentent pas en elles-même un danger car elles peuvent être maniées par des réactionnaires comme par des révolutionnaires. Cependant les seules reproduction d'armes que l'on met à la disposition de l'enfant sont de fabrication américaine et n'oublions pas non plus que l'enfant est placé continuellement dans un système de propagande pourrie en faveur des sales guerres impérialistes : bandes dessinées et autres illustrés dont le thème principal est le racisme (le bon cow-boy contre le méchant Peau-Rouge, le bon soldat blanc contre les sales jaunes). Il est clair que la bourgeoisie veut habituer l'enfant à l'idée de la nécessité des guerres impérialistes.*

Les poupées *que l'on habille et deshabille, dont on peut changer la tenue ne sont qu'un conditionnement à la mode vestimentaire bourgeoise dirigée par le trust « Boussac - Christian Dior ».*

La bourgeoisie veut ainsi transformer l'enfant en un consommateur docile et exigeant, la fillette en une future femme au foyer lisant les insanités du gang Cino Del Duca (Nous-Deux, Intimité, l'Echo de la Mode).

Grâce aux jouets, chaque année la bourgeoisie augmente ses profits :

Directement par la vente massive et forcée (propagande envers l'enfant) de jouets toujours plus perfectionnés donc toujours plus chers.

Indirectement en inculquant à l'enfant des notions bourgeoises.

Dénonçons au passage le caractère rentable de Noël.

Le jouet n'est qu'un moyen pour accroître les profits de la bourgeoisie !

Un correspondant H.R. Langeac

LE LÉNINISME, ÉTENDARD DE LUTTES ET DE VICTOIRES

Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au centième anniversaire de la naissance de Lénine. Par **Ramiz Alia**, secrétaire du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie.

45 pages - 0,50 F

(+ 0,80 F pour frais de port)

En vente à la librairie « Le Phénix », 70, bd de Sébastopol, Paris-3e, ou par notre intermédiaire. Paiement à la commande.

A BAS LE CRETINISME PARLEMENTAIRE (*Suite de la page* 8)

« victoire » électorale fut alors l'expression de l'unité de combat des masses ; elle N'EN FUT PAS LA CAUSE ! Bien au contraire, l'unité électorale entraîne la combativité des masses sur une voie de garage, les détourne de la voie de la révolution. A chaque fois, les masses sortent de là désarmées, désemparées avec dans les mains un hochet ridicule : les élections! (cf. « Humanité-Rouge » n° 86).

OPPOSES AU MOUVEMENT DES MASSES

Marchais et ses confrères se moquent des leçons de l'histoire ; aujourd'hui encore, ils tentent de faire croire que l'unité au sommet pour les élections engendre l'unité du peuple et sa victoire. A preuve mai-juin 1968 ! Suivons de près les pénibles justifications de Marchais :

« *En avançant sur cette voie (celle de l'union de la gauche), il était possible de développer l'action commune contre la politique réactionnaire du pouvoir et de lui porter en mai-juin 1968 des coups décisifs... L'abandon par la gauche non-communiste du chemin de l'union, son retour (!) à la politique de collaboration de classe ont été sévèrement jugés par les travailleurs...* »

Et Marchais de téléphoner à Mitterand par Europe n° 1 interposé pour lui dire : « Si on a raté les fauteuils ministériels en 1968, c'est parce que vous nous avez lâché... »

A qui Marchais pourra-t-il faire croire que le coup d'arrêt à la tempête révolutionnaire de 1968 a été donné par Mitterand au moment des élections ? Les ouvriers n'ont pas la mémoire courte, c'est GRENELLE qui a stoppé le mouvement de masse ; c'est la politique de collaboration de classe... de Marchais-Séguy qui a permis à la bourgeoisie de reprendre le dessus. Après cette expérience les ouvriers conscients accusent : SEGUY-MARCHAIS LACHEURS ! SEGUY-MARCHAIS TRAHISON !

Pourquoi Séguy-Marchais ont-ils obligé les travailleurs à abandonner leur arme de combat irremplaçable, l'usine occupée ? Pour se saisir de l'arme de la bourgeoisie : LES ELECTIONS ! En mai-juin 1968, les dirigeants du P. « C. » F. ont fait plus que de dévoyer la lutte de classe sur une voie de garage ; ils SE SONT OPPOSES DIRECTEMENT AU MOUVEMENT DES MASSES POPULAIRES DE NOTRE PAYS ! Ils ont révélé pleinement leurs visages de traîtres à la cause révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple.

UN PARTI CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Car, aujourd'hui, cinquante ans après la fondation du Parti Communiste Français, nous ne pouvons plus dire : les dirigeants du P. « C. » F. se trompent, ils font des erreurs opportunistes... Mai 68 l'a montré : opposés au mouvement des masses, ils s'opposent à la révolution dans notre pays. Marchais ne s'en cache pas d'ailleurs :

« *Quand à ce passage révolutionnaire au socialisme, nos deux partis déclarent qu'il ne peut être que le* fait d'un rassemblement majoritaire du peuple. »

Autrement dit, la majorité électorale. Par cette thèse du passage pacifique électoral au socialisme, Marchais et ses confrères renient totalement les principes révolutionnaires du marxisme-léninisme. Ils refusent de tenir compte de la nature de classe des ennemis du peuple ; la bourgeoisie impérialiste révèle de par le monde et dans notre pays sa nature agressive dans tous les domaines, elle enfreint les droits démocratiques et consolide partout sa dictature, agrandit et renforce ses instruments d'oppression du peuple... Pour les travailleurs, il n'est en fin de compte qu'une issue : à la violence des classes exploiteuses, qui n'ont jamais abandonné et n'abandonnent jamais volontairement le pouvoir, RIPOSTER PAR LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE, remplacer la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat. Si le P. « C. » F. met tout son espoir dans les urnes, c'est qu'il ne veut qu'une révolution de palais !

Mais Marchais n'est pas à un reniement et à une contre-vérité près... et il continue :

« *Cette majorité menant une intense action politique isolerait les forces réactionnaires et leur rendrait impossible l'utilisation de la violence...*

Ainsi serait créé l'ensemble des conditions favorables pour un passage pacifique et démocratique au socialisme ».

C'est le comble de la bêtise... ou de la trahison. L'expérience révolutionnaire a pleinement confirmé ce jugement de Lénine :

« *Plus forte est la pression des classes opprimées, plus elles se rapprochent de l'effondrement de toute oppression et de toute exploitation, plus les paysans et les ouvriers opprimés développent fermement leur initiative, plus enragée devient la résistance des exploiteurs.* »

Mais de l'expérience des luttes révolutionnaires et des principes marxistes-léninistes, les révisionnistes du P. « C. » F. n'en ont cure, embourbés qu'ils sont dans le marais électoral...

Cela ne doit pas être pour nous communistes marxistes-léninistes et pour tous les ouvriers conscients et combatifs de notre pays une raison de découragement et de pessimisme. A nous tous d'aller de l'avant dans la lutte sans merci contre le crétinisme parlementaire des révisionnistes modernes, à nous de mener à bien les tâches fixées par le camarade Ramiz Alia dans son discours à l'occasion du centenaire de la naissance de Lénine :

« *Maintenant on peut affirmer que l'on a surmonté la confusion générale créée dans le mouvement communiste par la naissance et la diffusion du révisionnisme moderne. Les illusions à l'égard des vieux partis communistes et envers leurs dirigeants ayant un certain bagage révolutionnaire appartiennent au passé. Aujourd'hui on ne discute plus si l'on doit ou non constituer de nouveaux partis marxistes-léninistes, mais comment les édifier, comment les consolider et les renforcer sur une telle base qu'ils puissent rester toujours révolutionnaires, prolétariens et guider la classe ouvrière vers la victoire finale.* »

Camille GRANOT.

LITTERATURE CHINOISE

Trimestrielle, « LITTERATURE CHINOISE » a pour but de propager, sous forme littéraire et artistique, la pensée-maotsétoung. Ses textes et articles célèbrent le grand dirigeant du peuple chinois, le président Mao, dépeignent les personnages héroïques des ouvriers, paysans et soldats, reflètent les grandes victoires de la révolution et de l'édification du pays ainsi que celles de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

TARIF :

le numéro : 1,20 F.

ABONNEMENT :

1 an : 4,80 F ;

2 ans : 7,20 F ;

3 ans : 9,60 F.

Adresser la commande et le paiement à la librairie « le Phénix » 70, bd de Sébastopol, Paris-3e.

50 ANS APRES LE CONGRES DE TOURS (1920-1970) - (VI)

A BAS LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

Décembre 1920 : *Le « Parti communiste » naît : c'est la « Section Française de Internationale Communiste », « PARTI INTERNATIONAL DE L'INSURRECTION ET DE LA DICTATURE PROLETARIENNE ». (Manifeste du IIe Congrès de l'Internationale Communiste). La tâche fondamentale du nouveau Parti est fixée ; et si elle n'est pas encore comprise et acceptée par tous ses membres, du moins mobilise-t-elle alors les ouvriers révolutionnaires de France ; car* « au parti S.F.I.C. appartenaient les véritables combatifs » *! (Cf. « Humanité-Rouge » n° 85).*

Décembre 1970 : *Quelle tâche le secrétaire général adjoint Marchais du P. « C. » F. fixe-t-il à son Parti dans son rapport du 22 décembre 1970 ? « LA BATAILLE DES ELECTIONS MUNICIPALES, permettant un pas vers « une démocratie véritable ouvrant la voie au socialisme... » !!!*

Ce n'est un secret pour personne ; l'objectif du « Parti Communiste Français » A CHANGE. A la bataille de classe en vue de la conquête nécessairement violente du pouvoir, il a substitué aujourd'hui la « bataille » électorale pour des fauteuils de ministres. A l'arme acérée de l'unité à la base et dans l'action du peuple sous la direction du prolétariat et de son parti, il a substitué la farce de « l'unité de la gauche »...

Nous l'avons écrit — « Humanité-Rouge » n° 86 —, cela n'est pas nouveau ; illusions et erreurs électoralistes et opportunistes jalonnent l'histoire du Parti Communiste Français. Mais aujourd'hui — et les derniers appels de Marchais le prouvent s'il en est encore besoin — le Parti « Communiste » Français a atteint le comble du reniement et de la trahison des principes révolutionnaires en lesquels tant de prolétaires de notre pays ont mis leurs espoirs. A charge pour nous de les en convaincre et de les organiser autour de ceux qui ont repris le flambeau !

« LA BATAILLE DES ELECTIONS ! »

Depuis quelques temps, Marchais et toute la presse du P. « C. » F. font grand tapage. On fait des « propositions de conversations » avec le Parti Socialiste, on crée des « commissions » et des « groupes de travail » ; on « confronte des points de vue » et on épilogue... toujours en haut lieu, bien sûr. Puis on tire un « premier bilan » ! A les en croire, l' « unité » de la classe ouvrière et du peuple aurait progressé ! Mais pourquoi tant de bruit ? Marchais mange le morceau dans son rapport du 22 décembre dernier :

« La publication du bilan des discussions peut créer des conditions nouvelles à la constitution des listes d'union dans les villes de plus de 30.000 habitants... »

C'est donc cela ! Il faut préparer les élections municipales de mars 1971 ! L'échéance approche : il faut s'entendre au plus vite pour gagner ici une mairie, là un poste de conseiller municipal... Tel est le fond de la politique du P. « C. » F. ; son rythme n'obéit pas aux lois de la lutte classe contre classe, prolétariat contre capital ; elle suit scrupuleusement des échéances autrement « plus révolutionnaires », celles qu'imposent la bourgeoisie au pouvoir : *celles des élections !* Alors, et les militants sincères du P. « C. » F. le savent bien, on mobilise tout le monde, on colle des affiches à qui mieux mieux, on lance des souscriptions, on n'hésite pas devant manœuvres et compromissions. Tous les moyens sont bons : on lève les grands placards publicitaires, on achète de la publicité bourgeoise à la radio...

Et pour donner du punch aux sympathisants sceptiques, on appelle cela « UNE BATAILLE » ! Piètre « bataille » qui engagent périodiquement le gros des troupes ouvrières sur le terrain fixé par la bourgeoisie et les détournent du combat de classe. Car à la lutte électorale, le P. « C. » F. subordonne toute son action ; à elle *il tente de soumettre toute l'ardeur combative du prolétariat...* Les millions de travailleurs écœurés qui sont rentrés à l'usine en juin 1968 avec la promesse du P. « C. » F. : « Reprenez le travail, on va gagner aux élections ! » le savent bien. Au coude à coude redoutable des prolétaires occupant les usines les dirigeants du P. « C. » F. préfèrent le bulletin isolé dans l'urne préparée par la bourgeoisie.

L'UNITE AVEC QUI ET COMMENT ?

Les larges masses de notre peuple savent que leur unité de combat est la condition nécessaire de leur victoire sur le capital... Le P. « C. » F. spécule là-dessus et enfourche son cheval de bataille : « l'unité de la gauche ». *Mais qu'est-ce que « l'unité de la gauche »* ? Le dernier « bilan des discussions entre le P. « C. » F. et le Parti Socialiste le montre bien ; c'est l'*accord au sommet entre deux états-majors politiques réformistes.*

Car avec qui Marchais prétend-il unir les travailleurs ? Avec des représentants patentés de la bourgeoisie ; un Defferre socialiste milliardaire de Marseille, un Guy Mollet massacreur du peuple algérien, un Jules Moch assassin des grévistes du Nord... Et bien d'autres encore... Peu importe le passé ; seules comptent les « convergences » d'aujourd'hui, déclare Marchais. Eh bien non ; il importe beaucoup que les paroles de ces soi-disant « socialistes » soient confrontées à leurs actes ; il importe aux ouvriers de juger sur pièces...

Et leur jugement est sans pitié ; qui ces politiciens du Parti Socialiste représent-ils ? Certainement pas les millions de travailleurs qui peinent et aspirent au changement. La chute vertigineuse des résultats électoraux du Parti Socialiste depuis 1968 l'indique clairement. Et quand Marchais parle des « deux partis qui exercent l'influence décisive sur les travailleurs », il se moque du monde. Au moins pour l'un d'entre eux...

Mais rien n'arrête Marchais l'imposteur !

« Les deux partis ont pris l'initiative d'un certain nombre d'actions communes contre la politique réactionnaire et anti-démocratique du pouvoir dans différents domaines... Ces initiatives ont rencontré un grand écho dans les masses populaires ».

Quelles actions ? Quelle initiative ? Marchais reste prudemment dans le vague. Car les « deux partis » *n'ont pas organisé le front uni des masses* contre la répression et la fascisation, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs... Encore moins pour la révolution socialiste ! Quant au « grand écho », c'est du bluff pur et simple !

Non, les discutailleurs de « groupe de travail » des Marchais, Savary et autres Mollet ne suscitent pas l'enthousiasme des masses qui aspirent à lutter contre le capital !

LA PSEUDO-DYNAMIQUE DE L'UNITE

Mais Marchais et ses maîtres en révisionnisme ont réponse à tout. « Jamais on ne pourra s'entendre avec tel ou tel dirigeant socialiste ! » rechignaient des militants du P.«C.»F. en 1962. Et Thorez de répondre (Comité central du 13-14 décembre 1962) :

« La question n'est pas là ; la question est de savoir comment nous répondrons aux exigences du mouvement des masses en contribuant à l'unité entre socialistes et communistes. »

Il faut voter pour Guy Mollet à Arras, pour Jules Moch dans l'Hérault ; alors « nous servons l'unité de la classe ouvrière » puisque l'unité électorale engendre l'unité de la classe... Et Thorez poursuit alors :

« Le courant d'unité une fois lancé a tout emporté... Et ne laissons pas, encore une fois, retomber la pâte... »

Le vieux renard révisionniste a du style ; mais ne nous en laissons pas conter ! Qu'a emporté le courant « d'unité électorale » sinon quelques sièges ? Et que penser du levain d'une pâte qui retombe après chaque élection ?

Il est difficile de le cacher après tant d'années d'échecs : la politique de « l'unité de la gauche », est un éternel recommencement ; la pâte retombe *car les élections ne sont pas le levains qui forge l'unité des masses populaires.*

Les dirigeants révisionnistes ont alors un dernier tour dans leur sac. C'est quand « l'unité de la gauche » fut réalisée, quand « communistes » et « socialistes » soutinrent le gouvernement, en 36, en 45 que les masses populaires auraient conquis de grands avantages économiques et sociaux. Nous ne sous-estimons pas ces victoires ouvrières. Mais qui en sont les véritables artisans ? En 1936, c'est la classe ouvrière mobilisée contre le fascisme, pour « le pain, la liberté, la paix », en 1945, ce sont les masses aguerries dans la lutte armée contre l'occupant nazi. C'est le rapport de forces favorable au peuple qui a permis d'arracher ces victoires.

Et non l'unité électorale des partis socialiste et « communiste » ; la

(*Suite page* 7)

SOUVENIR DES GRÈVES DES MINEURS

En 1947, je suis venu travailler en France dans les mines de Saint-Etienne. Le travail des mineurs était pénible, dangereux et très mal payé.

En septembre 1948, tous les mineurs de la région ont décidé la grève illimitée avec leur syndicat C.G.T. Tous unis, les délégués en tête, nous avons occupé la mine ; quand le patron venait, on le laissait jamais rentrer. Les femmes, les enfants, toute la population venaient nous apporter à manger, nous encourageaient. On organisait des groupes qui ramassaient de l'argent dans la population dans toute la région et même plus loin.

Tout ça nous permettait de continuer la lutte, on n'était pas tout seul. En octobre, nous étions toujours en grève et le patron a envoyé des flics, des gardes-mobiles et des C.R.S. : le premier jour ils n'ont pas réussi à entrer ; pendant dix jours on s'est défendu avec des haches, des morceaux de fer et de bois, tout ce qu'on trouvait. Mais après dix jours ils ont réussi à entrer la nuit.

Pendant ces deux mois de lutte, les délégués étaient restés avec nous, toujours les premiers à se battre contre le patron et ses flics : quand le patron essayait de venir à la mine, c'étaient les délégués qui le foutaient dehors. Et quand on a repris le travail après deux mois, ils n'ont pas été boire l'apéro avec lui. C'était pas comme aujourd'hui : le syndicat, il n'était pas vendu aux patrons ; les délégués c'étaient des ouvriers comme les autres. Seulement on les avait choisis parce qu'on avait confiance en eux ; on savait qu'ils nous défendraient jusqu'au bout et se battraient à nos côtés.

Et maintenant tout ce qui intéresse la C.G.T., comme les autres syndicats, c'est vendre des cartes. Alors pour ça elle fait du bluff, elle veut faire croire qu'elle défend les ouvriers et par derrière elle leur fait des croches-pieds. Elle va discuter avec les patrons et s'arrange avec eux sur le dos des ouvriers.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !

A BAS LES TRAITRES A LA CLASSE OUVRIERE !

A BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

Un travailleur immigré.

SOUTIEN DES VÉTÉRANS COMMUNISTES

Camarade,

J'envoie mon réabonnement à H.R. Je suis complètement isolé et abandonné de ceux avec qui j'ai lutté jadis. Je suis né en 1890, j'ai des pertes de mémoire et des trous à ne plus me rappeler et j'en souffre beaucoup. Enfin, il se trouve des jeunes pour reprendre la relève des anciens, leur tâche est lourde, vu toutes ces trahisons. Malgré tout, nos ennemis seront vaincus par notre vaillante et glorieuse jeunesse.

Bien fraternellement.

Henry Dominique
Vétéran de la Section française de l'Internationale communiste (Montignac-s/Vézère, Dordogne)

Camarades,

Vous avez bien fait de publier la lettre que je vous ai hâtivement écrite il y a quelques semaines. Cependant je pense que vous n'auriez pas dû faire des coupures ; celà eut aidé à mieux comprendre certains passages. En particulier les explications concernant Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Raffin-Dugens, les premiers députés français qui votèrent contre les crédits militaires durant la guerre de 1914-1918 ; ce qu'était **« La caserne »** ; le meeting où Cachin parla à son retour de Russie en 1920, etc.

Si vous avez des exemplaires disponibles, en adresser s.v.p. à... Je vous règlerai prochainement, ma pension sera payée le 6 janvier 1971, et je joindrai 10 F pour la souscription.

Robert Desprès
Vétéran de la Section Française de l'Internationale communiste
Le Mans (Sarthe)

Directeur de publication : F. MARTY Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse. distribution N.M.P.P. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) dépôt légal 1er trimestre